



Communiqué intersyndical

Halte à la répression ! Ne touchez pas à nos élèves !

Depuis le 5 décembre dernier, les salarié.es, chômeur.ses, retraité.es et jeunes sont mobilisé.es et en grève contre un projet qui conduirait, s'il était adopté, à repousser l'âge de départ à la retraite, à baisser les pensions et à ouvrir la porte aux retraites par capitalisation. Aujourd'hui encore, plus de 60 % des français.es et parmi eux une grande majorité de salarié.es, réclament avec nous le retrait du projet de loi.

Le Président et le Premier ministre sont donc de plus en plus isolés. Ils sont même désavoués par le Conseil d'Etat. Et pourtant ils poursuivent dans la même direction. Ce gouvernement ne voit rien et n'entend rien. Dans la continuité de l'escalade répressive des derniers mois, le premier ministre menace même d'un recours à la « *force pour ramener l'ordre* ».

Un cran supplémentaire a été franchi ces derniers jours contre les enseignant.es et les lycéen.nes, qui ne veulent tout simplement pas de la « réforme » Blanquer du Baccalauréat et des épreuves communes de contrôle continu. Jean-Michel Blanquer de son côté veut imposer à tout prix et par la force si nécessaire la tenue de la session « E3C ».

Depuis une semaine devant les lycées, la répression fait rage. En tenue de combat, les forces de l'ordre pourchassent, utilisent gaz lacrymogènes et matraques contre des lycéen.nes, comme cela s'est produit à plusieurs reprises.

Les recteurs et rectrices ont reçu des consignes d'agir avec la plus grande fermeté : sanctions disciplinaires à l'égard des professeur.es avec menaces de recours au code pénal, des 0/20 aux élèves récalcitrant.es, etc. Quatre lycéens du lycée Ravel à Paris ont même passé la nuit en garde à vue et trois d'entre eux ont été déférés au tribunal de grande instance. A l'heure où ces lignes sont écrites, un élève, mineur, du lycée Paul Valéry à Paris est en garde à vue. A Rennes, au lycée Victor et Hélène Bash, des lycéen.nes ont été obligés de composer sous présence policière. D'autres situations similaires continuent de se produire sur l'ensemble du territoire.

C'est inacceptable !

Les organisations syndicales FNEC FP-FO, SNES-FSU, Cgt Educ'action, Sud Education et UNL exigent que cesse cette répression tous azimuts. A travers cette attitude autoritaire et méprisante, c'est bien la démocratie qui est menacée. Nos organisations réaffirment avec force la nécessité de respecter le droit de grève, de respecter et faire vivre la démocratie des personnels comme des lycéen.nes (droit de se réunir, de manifester...), élément incontournable d'une éducation émancipatrice.

Le 8 février 2020